

## CSAL-FS du 16/06/2026

### Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui dans une instance de dialogue social. Solidaires Finances Publiques Aveyron y prend toute sa part, avec la conviction que le dialogue ne vaut que s'il débouche sur des actes.

Les agents de la DDFiP de l'Aveyron et notamment ceux de Rodez ayant subi les événements du site du 8 mai 1945, font preuve et feront toujours preuve d'une solidarité remarquable et d'un professionnalisme sans faille face à une crise sans précédent. Ils méritent en retour des réponses concrètes, un calendrier clair, des conditions de travail dignes et la reconnaissance de leur engagement. Nous espérons que cette instance sera l'occasion d'échanges sincères et de décisions à la hauteur des difficultés vécues par nos collègues.

"Quand le travail est mal organisé, que les collectifs s'épuisent, que les managers sont laissés seuls face aux difficultés, c'est le service public lui-même qui se fragilise": la phrase n'est pas de nous, mais du Ministre de l'Action et des Comptes Publics, David Amiel lui-même, en ouverture du colloque sur le thème "mieux travailler dans la fonction publique" organisée par la DGAFP le 31 mars dernier.

Solidaires Finances Publiques n'a de cesse de dénoncer l'organisation et les conditions de travail qui mettent à mal les collectifs et la santé des personnels.

Nous pourrions également parler de l'observatoire interne publié sur Ulysse national même si ce n'est pas encore un point à l'ordre du jour de ce CSAL FS. Observatoire interne 2026 qui est sans ambiguïté : **fatigue (33 %, en hausse), désillusion (32 %), surcharge de travail, perte de sens et déficit de reconnaissance** sont les mots qui reviennent. Derrière ces chiffres, il y a des femmes et des hommes. Les tragédies que constituent les tentatives de suicide et les suicides survenus en 2025 et début 2026 au sein de la DGFIP nous rappellent avec une dureté absolue que les conditions de travail peuvent avoir des conséquences dramatiques et irréversibles.

Au 10/06/2026, nous déplorons 16 tentatives et 4 suicides pour 2026.

Dans l'Aveyron, la situation de crise depuis février 2026 a amplifié ces risques. L'instabilité, l'éparpillement des équipes, la rupture des collectifs de travail, l'incertitude sur l'avenir — autant de facteurs qui alimentent l'anxiété, l'isolement et la dégradation de la santé mentale.

Solidaires Finances Publiques tient à alerter solennellement sur ces risques, en présence de l'Inspecteur Santé, Sécurité et Conditions de Travail de l'Occitanie.

D'autant plus que son rapport met en lumière les points sur lesquels nous serons intransigeants sur la sécurité des agents.

De surcroît, comment accepter et interpréter la décision de la direction de supprimer la fontaine à eau de la salle de pause alors que la canicule arrive et que ce site est particulièrement sujet à des températures très élevées.

Concernant l'ordre du jour nous déplorons une fois de plus que quasiment tous les thèmes abordés ne le sont qu'à titre informatif et ne nous permettent pas d'exercer pleinement nos missions qui sont d'être consultés, d'être entendus, afin de porter au mieux la voix de tous les agents.

A ce propos nous avons pris note que les points 3 et 4 de cette FS traitent du relogement des agents et nous serons extrêmement vigilants sur les conditions dans lesquelles il s'effectuera, et notamment sur les points défaillant à ce jour, le parking et la cantine; en effet n'oublions pas qu'à Rodez, venir travailler quotidiennement coûte cher !!

A ce titre, Solidaires Finances Publiques vous demande de tenir compte des attentes et des besoins de chacun. D'entrer en concertation avec les agents et les chefs de service pour bien définir les problématiques propres à chaque service avant de décider. Il est important, pour nous, d'inclure le plus grand nombre de collègues concernant des décisions si déterminantes pour les conditions de travail des années à venir.

Pour conclure cette liminaire nous tenons à vous faire part de notre désapprobation suite à la publication du mouvement de mutation local des B et des C. Un mouvement catastrophique du fait de départs non remplacés et de vœux non satisfaits qui participeront à un mouvement inéluctable de désintérêt et de démotivation des agents pour leur travail. Il va devenir quasiment impossible pour un agent d'obtenir une mutation qui est pourtant un droit fondamental et nous n'évoquons pas la situation des A et A+ qui est encore pire.

Plus largement, nous continuerons de défendre les agents et de veiller au respect des conditions de travail, à ce que vous fassiez le nécessaire pour que l'on travaille toutes et tous dans un environnement favorable à l'épanouissement de chacun.